[Le Sud-Vietnam avant 1975 : éducation, pouvoir, culture urbaine et bataille des mémoires]

Par Frank , 9 novembre 2026

Le Sud-Vietnam avant 1975 : éducation, pouvoir, culture urbaine et bataille des mémoires

Des salles de classe et des cinémas de Saigon à Bảo Đại, Ngô Đình Diệm et à la musique de Trịnh Công Sơn



Un essai historique qui ouvre six fenêtres sur l'ancien Sud-Vietnam, en prêtant attention à ce dont on se souvient avec affection, à ce que le pouvoir préférait oublier et à ce que révèlent réellement les sources disponibles.

Par Frank Dumon

Introduction — Un pays qui ne tient pas dans deux mémoires

Quiconque parle du passé au Vietnam découvre rapidement qu'une date historique ne met pas fin à l'histoire. Le 30 avril 1975, la guerre prit fin dans le Sud-Vietnam et la République du Vietnam s'effondra. Le pays fut ensuite réunifié sous un seul

système politique. Pourtant, les souvenirs de ses habitants ne disparurent pas ce jour-là. Une famille se souvient de la libération d'un pays qui avait subi des décennies de domination coloniale et d'intervention étrangère. Une autre garde en mémoire la perte d'une école familière, d'une profession, d'un foyer, d'un proche ou d'un mode de vie. D'autres encore portent en eux ces deux expériences.

Les six textes vietnamiens à l'origine de cet essai constituent un ensemble insolite, mais révélateur. Un auteur défend l'enseignement dispensé dans le Sud-Vietnam avant 1975. Un autre dirige sa colère contre les historiens qui, selon lui, déforment le passé. Un troisième raconte la lutte pour le pouvoir entre le dernier empereur, Bảo Đại, et Ngô Đình Diệm. À côté de ces sujets se trouvent des récits apparemment plus légers : le nom de Saigon inscrit sur une montre suisse indiquant les heures du monde, l'apparition de la culture cinématographique et l'histoire mélancolique de *Diễm xưa*, la chanson de Trịnh Công Sơn. À première vue, ces thèmes n'ont guère de rapport entre eux. En réalité, ils posent tous la même question : **qui décide de ce dont une société se souvient ?**

Il est tentant de répondre à cette question à l'aide d'étiquettes politiques. Pour certains lecteurs, le Sud-Vietnam était un État soutenu par l'Occident qui faisait obstacle à la libération nationale. Pour d'autres, il représentait une expérience sociale imparfaite, mais précieuse, avec ses propres écoles, institutions, artistes et traditions urbaines. Ces deux perspectives reflètent des expériences historiques réelles. Aucune ne suffit à décrire la vie entière de millions de Vietnamiens.

Cet article emprunte donc délibérément une autre voie. Il reconnaît les réalisations culturelles, pédagogiques et personnelles des habitants du Sud sans dissimuler l'héritage colonial, les luttes de pouvoir, les inégalités, la guerre ou le caractère autoritaire de certains gouvernements. Il reconnaît également l'importance de la lutte pour l'indépendance et la réunification, sans transformer cette victoire en droit d'effacer toute autre mémoire. Les voix présentes dans les textes fournis restent audibles, mais leurs affirmations sont traitées comme des points de vue historiques, et non automatiquement comme des faits établis.

1. Une longue histoire : le Sud-Vietnam n'est pas né en 1954

Pour comprendre la société située au sud du dix-septième parallèle, il faut remonter bien au-delà de la guerre froide. Au fil des siècles, la région de Gia Định, Chợ Lớn et Saigon a été façonnée par les migrations vietnamiennes, la présence de communautés khmères, les réseaux commerciaux chinois, l'agriculture, les fleuves, les marchés et les échanges avec le monde extérieur. La conquête française de la Cochinchine au XIXe siècle a profondément transformé ce paysage. De nouvelles

routes, des ports, des écoles, des systèmes administratifs, des imprimeries et des édifices urbains sont apparus, mais cette modernisation matérielle s'est accompagnée d'une domination militaire, d'une exploitation économique et d'inégalités politiques.

Cette distinction est essentielle. Une voie ferrée pouvait être utile aux voyageurs vietnamiens tout en ayant été construite au service des intérêts coloniaux. Une école pouvait permettre à un intellectuel vietnamien de se former tout en diffusant les valeurs françaises et en répondant aux besoins de l'administration. Un cinéma pouvait ouvrir l'imagination tout en propageant des images de la puissance coloniale. L'héritage colonial n'est donc ni une simple collection de bienfaits ni un récit dépourvu de transformations sociales. C'est une histoire de rapports de force inégaux dans laquelle les Vietnamiens ont trouvé des possibilités limitées, qu'ils ont ensuite utilisées et élargies à leur manière.

Après la Seconde Guerre mondiale, cette tension devint insoutenable. En 1945, Hồ Chí Minh proclama l'indépendance de la République démocratique du Vietnam. Le retour de la puissance française entraîna une longue guerre. La victoire du Việt Minh à Điện Biên Phủ, en mai 1954, accéléra les négociations de Genève. Les accords prévoyaient une ligne de démarcation militaire provisoire et le regroupement des forces armées. La déclaration finale du 21 juillet 1954 soulignait que cette ligne ne devait pas devenir une frontière politique ou territoriale et envisageait des élections générales en juillet 1956. Les représentants de l'État du Vietnam n'acceptèrent pas cet arrangement politique et les États-Unis ne s'engagèrent pas non plus comme signataires de la déclaration finale. Il serait donc historiquement faux d'affirmer que Genève a définitivement divisé le Vietnam en deux pays ; il serait tout aussi erroné de faire comme si le conflit ultérieur autour des élections n'avait pas constitué un véritable problème diplomatique et politique.[1]

Au Nord se développa un État socialiste dirigé par le Parti communiste vietnamien. Au Sud subsista une structure étatique anticommuniste qui passa de l'État du Vietnam à la République du Vietnam. Chacun de ces deux projets politiques prétendait, à sa façon, représenter l'intérêt national. Le Sud ne parlait pas d'une seule voix : on y trouvait des nationalistes non communistes, des catholiques et des bouddhistes, des intellectuels libéraux et conservateurs, des membres de communautés religieuses, des sympathisants révolutionnaires, de simples paysans, des ouvriers des villes et des personnes aspirant avant tout à une vie familiale en sécurité.

Les déplacements massifs de population en 1954-1955 rendirent ce paysage social encore plus complexe. Des centaines de milliers de personnes — près d'un million

selon de nombreuses études historiques — quittèrent le Nord pour le Sud. Elles emportèrent avec elles des langues, des traditions scolaires, des pratiques religieuses, des compétences professionnelles et des traumatismes. D'autres partirent dans la direction inverse. Derrière les cartes stratégiques se trouvaient des familles contraintes de recommencer leur avenir, souvent dans des conditions difficiles.[2]



h Diệm : deux réponses au passé colonial

Les relations entre Bảo Đại, dernier empereur de la dynastie Nguyễn, et Ngô Đình Diệm constituent l'un des épisodes les plus révélateurs de l'histoire politique du Sud. Elles ne se résument pas à un simple duel entre une vieille monarchie et une démocratie moderne. Tous deux recherchaient une forme d'indépendance politique vietnamienne ; tous deux devaient manœuvrer face à la présence française et à l'influence américaine croissante ; tous deux agissaient dans une société où la résistance communiste était devenue une force politique et militaire de premier plan.

Bảo Đại avait été éduqué dans le monde colonial français et demeurait étroitement lié à celui-ci. Pour ses partisans, cela faisait de lui un intermédiaire possible ; pour ses détracteurs, il symbolisait un ordre politique dépendant et épuisé. Diệm était issu d'une famille de mandarins, avait occupé de hautes fonctions sous la monarchie et se présentait comme un nationaliste résolument anticommuniste. Sa carrière politique ne peut s'expliquer uniquement en le décrivant comme un instrument de Washington, mais elle ne saurait davantage être dissociée du soutien américain, devenu décisif pour la survie de son gouvernement.

Le texte vietnamien fourni renvoie longuement aux mémoires de Bảo Đại, dans lesquels l'ancien empereur raconte qu'il aurait demandé à plusieurs reprises à Diệm

d'assumer des responsabilités gouvernementales. Une scène dramatique, où Diệm aurait juré devant un crucifix de défendre son pays, y prend une importance particulière. Ces passages présentent un intérêt historique : ils montrent comment Bảo Đại souhaitait dépeindre rétrospectivement leur relation, sous le signe du devoir, de la confiance personnelle et de la responsabilité nationale. Mais des mémoires ne sont jamais un procès-verbal neutre. Il s'agit des souvenirs d'un acteur politique directement impliqué, écrits en connaissant le dénouement. Sans comparaison avec des documents indépendants, les dialogues ne peuvent être tenus pour des faits littéralement et objectivement établis.

En 1954, Diệm était confronté à une tâche presque impossible. Il devait construire un gouvernement contesté par des groupes militaires et religieux rivaux, constituer une armée nationale faisant autorité et faire face aux conséquences des migrations venues du Nord. Son gouvernement parvint à centraliser une partie de l'appareil administratif et militaire. Pour ses partisans, c'était la preuve d'une grande détermination politique. Pour ses adversaires, c'était la mise en place d'un système de pouvoir de moins en moins disposé à tolérer les voix dissidentes. Ces deux jugements concernent des aspects réels d'un même projet gouvernemental.

3. Le référendum de 1955 : une république sans libre choix ?

Le 23 octobre 1955, les électeurs furent invités à choisir entre Bảo Đại et Diệm. Le résultat officiel attribua à Diệm une majorité écrasante et ouvrit la voie à la proclamation de la République du Vietnam. Quiconque se limite au résultat formel pourrait croire que le transfert du pouvoir fut l'expression incontestée de la volonté populaire. Les documents historiques racontent pourtant une histoire plus complexe.

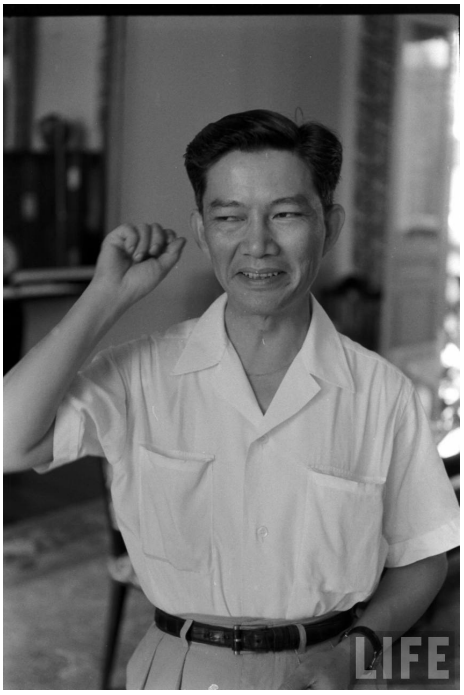
Des archives diplomatiques américaines de l'époque décrivent une campagne extrêmement déséquilibrée : les services d'information du gouvernement menèrent une propagande massive en faveur de Diệm et contre Bảo Đại. Les rues et les places étaient couvertes de caricatures humiliantes de l'ancien empereur. Le résultat officiel de plus de 98 % en faveur de Diệm et la participation exceptionnellement élevée suscitèrent également des interrogations parmi les observateurs américains quant à la crédibilité du scrutin. Un rapport de l'ambassade indiqua cependant que les observateurs présents dans les bureaux de vote visités n'avaient pas partout relevé de preuves directes de fraude ou d'intimidation. Cette distinction importe : le déséquilibre de la campagne est bien documenté ; l'ampleur exacte d'une éventuelle manipulation du dépouillement ne peut être déduite d'un seul rapport diplomatique. [3]

Un choix véritablement démocratique exige davantage qu'un isoloir. Il suppose que différents partis et candidats puissent s'exprimer librement, convaincre les citoyens et contester publiquement le résultat. C'est précisément à cet égard que le référendum présentait une défaillance fondamentale. Le fait que Bảo Đại ait perdu sa crédibilité politique ne rendait pas la procédure démocratique.

Dans le récit original, Diệm apparaît comme un homme qui aurait d'abord hésité à déposer son ancien souverain. Ce souvenir peut lui aussi avoir une signification, mais l'évaluation historique doit distinguer la scène symbolique de l'acte politique. La légitimité monarchique fut remplacée par une présidence républicaine qui, dans les faits, se concentra fortement autour d'un individu et de sa famille.

Il ne s'agit pas d'un simple détail juridique. La crise de légitimité marqua la suite de la guerre. Le gouvernement de Saigon refusa les élections générales envisagées pour juillet 1956, invoquant l'absence de libertés politiques au Nord et sa propre position à l'égard de la déclaration finale de Genève. Les dirigeants de Hanoi virent dans la non-tenue de ces élections un obstacle à la réunification. Les États-Unis, la France, l'Union soviétique, la Chine et d'autres puissances considérèrent de plus en plus le Vietnam comme un enjeu de la lutte internationale pour le pouvoir. Une question vietnamienne redevint ainsi un conflit international, dont les conséquences dépassèrent de loin la rivalité personnelle entre Bảo Đại et Diệm.

4. Ngô Đình Diệm : construction de l'État, répression et crise de 1963



Qualifier Diệm de simple marionnette revient à ignorer sa propre conception politique, son nationalisme, sa méfiance envers l'influence française et sa volonté de bâtir un État vietnamien fort. Le décrire exclusivement comme un sauveur revient à ignorer les pratiques répressives de son régime et l'hostilité que son gouvernement suscita dans divers secteurs de la population. L'histoire commence lorsque ces contradictions sont examinées ensemble.

Diệm et son frère Ngô Đình Nhu étaient convaincus que leur État ne pouvait survivre sans combattre vigoureusement l'organisation communiste dans le Sud. Les mesures qui en résultèrent frappèrent non seulement des adversaires armés, mais aussi des sympathisants présumés et d'autres opposants. La centralisation politique, les services de sécurité et le pouvoir de la famille présidentielle affaiblirent la confiance envers les institutions indépendantes. Ces tensions intérieures furent aggravées par la guérilla, le sabotage, la pression militaire et l'implication toujours croissante d'alliés étrangers.

La crise bouddhiste de 1963 révéla l'ampleur du fossé qui s'était creusé entre le gouvernement et une partie de la population. Les manifestations, les violences meurtrières, les arrestations et les descentes dans les pagodes provoquèrent l'indignation au Vietnam et à l'étranger. Des documents politiques américains d'août 1963 avertissaient que la loi martiale et la répression des protestations bouddhistes éloigneraient encore davantage la population de Diệm.[4] En novembre, la situation aboutit à un coup d'État militaire au cours duquel Diệm et Nhu furent tués. Les contacts diplomatiques américains avec les conspirateurs font partie du contexte documenté de ce bouleversement ; une abondante littérature historique examine les responsabilités et les décisions précises qui y conduisirent.[5]

L'idée selon laquelle les mesures autoritaires étaient nécessaires et devraient donc être louées rétrospectivement comme des vertus apparaît explicitement dans le texte fourni sur Diệm. C'est la voix d'une tradition politique qui plaçait l'ordre et la survie de l'État au-dessus des autres valeurs. On peut expliquer historiquement cette position sans l'adopter. Une crainte sincère de la domination communiste ne conférait pas à un gouvernement une autorité illimitée pour décider qui appartenait ou non à la nation. De même, l'escalade américaine ultérieure ne donne pas automatiquement raison, moralement ou politiquement, à tous les adversaires de Diệm.

La leçon la plus importante est peut-être que l'indépendance nationale, la sécurité et les libertés civiles ne peuvent simplement être opposées les unes aux autres. Un État qui érige une valeur en absolu et lui subordonne toutes les autres risque finalement de perdre jusqu'à cette première valeur.

5. L'école comme promesse : humanisme, identité nationale et ouverture

C'est précisément dans ce contexte politique que l'enseignement du Sud-Vietnam acquiert sa signification historique. Le premier texte de la collection fournie est empreint d'un profond respect pour les enseignants. Son auteur se souvient d'une école où le professeur tirait son autorité du savoir et de la responsabilité, où les élèves apprenaient le respect et où la continuité avec la tradition culturelle vietnamienne occupait une place importante.

Cette tradition n'a pas été inventée. Une étude de l'Université de Huế explique comment, lors du congrès national de l'éducation de 1958, trois principes devinrent les références de la philosophie éducative de la République du Vietnam : *nhân bản* (humanisme ou respect de la personne), *dân tộc* (identité nationale) et *khai phóng* (ouverture, épanouissement personnel ou éducation libérale). Ces principes visaient à associer la dignité individuelle, le lien avec l'histoire et la culture vietnamiennes ainsi que l'accueil des connaissances scientifiques et internationales.[6]

Cette combinaison mérite une attention sérieuse. En principe, l'humanisme plaçait l'élève au centre en tant que personne, et non uniquement en tant que futur travailleur ou citoyen. L'identité nationale signifiait que la réforme éducative ne devait pas nécessairement couper les racines culturelles. L'ouverture désignait la capacité d'accueillir les savoirs venus d'ailleurs sans perdre de vue sa propre société. Il s'agissait d'idéaux, et non de la preuve que chaque établissement les réalisait. Mais les idéaux peuvent avoir des conséquences historiques : ils influencent les questions que les professeurs peuvent poser, les livres qui sont lus et le type d'être humain qu'une société espère former.

L'enseignement sud-vietnamien conserva des éléments du système scolaire français, notamment certaines formes d'examens, la formation pédagogique et des traditions d'organisation. Les réformes vietnamiennes des années 1940, associées au nom de Hoàng Xuân Hãn, contribuèrent également à la *vietnamisation* progressive de l'enseignement. Le français demeurait important, mais les éducateurs vietnamiens prenaient de plus en plus en main les contenus, les programmes et la formation des nouvelles générations.

Fait remarquable, les recherches historiques récentes de l'Université nationale du Vietnam à Hanoi ne se laissent pas enfermer dans l'ancienne opposition politique. Une étude doctorale consacrée à l'éducation dans le Sud reconnaît explicitement les réussites pédagogiques du système : la formation des enseignants, les contacts internationaux, l'ambition de construire un enseignement national indépendant et la

volonté de réforme. Elle souligne en même temps les conséquences de la guerre, les contraintes financières, l'instabilité administrative et la persistance d'un héritage élitiste.[7] Le seul fait que de telles études nuancées paraissent dans le Vietnam actuel contredit l'affirmation selon laquelle il n'y aurait de place que pour un récit officiel unique et immuable.



n autorité : entre idéal et réalité

Dans les souvenirs de l'école sud-vietnamienne

reviennent sans cesse les mêmes détails : l'instant où le professeur entrait dans la classe, les élèves qui se levaient, les corrections minutieuses dans les cahiers, l'importance accordée à la politesse et la conviction que le savoir engageait une responsabilité. Pour les anciens élèves, ce ne sont pas des détails secondaires. Ce sont les rituels par lesquels un enfant apprend qu'il s'inscrit dans un lien entre générations.

De nombreuses écoles portaient les noms de personnages historiques, d'écrivains et de savants. Les élèves étaient ainsi reliés à une histoire plus ancienne que le gouvernement qui finançait leur établissement. Cela pouvait constituer une forme saine de continuité historique. Mais de tels choix ne sont jamais totalement dépourvus de politique : les figures considérées comme des héros nationaux, les conflits passés sous silence et les personnes honorées par un monument dans la cour de l'école reflètent toujours certaines conceptions de la nation.

Le texte original affirme que la politique s'arrêtait presque aux portes de l'école. Cette image doit être nuancée. La philosophie éducative possédait sa logique professionnelle propre, mais la guerre, le conflit idéologique, les manifestations étudiantes, la censure et les décisions administratives pénétraient bel et bien la vie scolaire. L'affirmation selon laquelle les écoles seraient restées entièrement à l'écart

du conflit politique ne peut donc être soutenue. Dans le même temps, l'engagement d'innombrables enseignants ne saurait être réduit à la propagande d'État. Dans des circonstances difficiles, ils tentaient de protéger leurs élèves, d'organiser les examens et de préserver la qualité de l'enseignement.

Une autre distinction nécessaire concerne l'accès à l'école. Les souvenirs d'un élève de Saigon, Huế ou Đà Lạt peuvent différer considérablement de ceux d'un enfant de paysans vivant dans une zone de guerre. Les déplacements forcés, la pauvreté, les bombardements, la mobilisation et la nécessité de travailler limitaient le parcours scolaire de nombreux jeunes. Qui veut évaluer l'enseignement d'autrefois doit se demander non seulement ce qu'un ancien élève ayant réussi a appris, mais aussi combien d'enfants n'ont jamais pu atteindre les bancs de l'école.

Cela ne rend pas la philosophie éducative moins intéressante. Au contraire, elle se trouve confrontée à une épreuve fondamentale. Un système qui prend la dignité humaine pour point de départ ne doit pas seulement offrir d'excellentes écoles à ceux qui y ont accès ; il doit aussi ouvrir les portes à ceux qui sont exclus en raison de leur naissance, de la pauvreté, d'un handicap, de la guerre ou de leur lieu de résidence. De ce point de vue, l'héritage de l'enseignement sud-vietnamien constitue avant tout une invitation à la réflexion critique, et non à la répétition de slogans nostalgiques.

7. Écrire l'histoire : à qui appartient le passé ?

Le deuxième texte fourni relève moins de la recherche historique que d'un réquisitoire indigné. Son auteur accuse certains historiens, éditeurs et établissements d'incompétence, de conformisme politique, voire de falsification. Sa colère porte notamment sur l'interprétation d'anciens documents vietnamiens et sur la manière dont des erreurs auraient été maintenues dans des expositions publiques.

La question qui sous-tend cette polémique est légitime : que se passe-t-il lorsqu'une société confond l'autorité historique avec un titre officiel ? Un professeur d'université peut se tromper. Un musée peut publier une notice erronée. Un manuel scolaire peut répéter une simplification jusqu'à ce que les élèves l'acceptent comme une vérité indiscutable. La recherche exige donc des références vérifiables, la comparaison des documents, la volonté de corriger les erreurs et un débat ouvert. Cela vaut à Hanoi, à Huế et à Hô Chi Minh-Ville aussi bien qu'à Paris, Bruxelles ou Washington.

Mais le texte franchit également un pas qu'un essai historique responsable ne peut suivre. Rien ne permet de déduire de quelques erreurs alléguées qu'une génération entière d'historiens vietnamiens serait ignorante ou malhonnête. Certaines accusations précises — par exemple concernant la lecture exacte d'un ancien

document impérial à Đà Nẵng — méritent une enquête distincte fondée sur le texte original en Hán-Nôm, les transcriptions antérieures et les interprétations de spécialistes. Sans ce dossier, de telles accusations ne peuvent être publiées comme des faits établis.

La division politique après 1954 a en outre produit non pas une, mais plusieurs représentations de l'histoire. Au Nord, les interprétations marxistes et l'histoire de la révolution anticoloniale occupèrent une place centrale. Au Sud, le nationalisme anticommuniste servit lui aussi, à différentes périodes, à légitimer le pouvoir en place. Après 1975, l'histoire de la victoire domina longtemps les institutions publiques, tandis que les souvenirs de la République du Vietnam vaincue furent plus souvent préservés dans les familles ou les communautés établies à l'étranger. De son côté, la diaspora développa parfois des récits idéalisant le Sud et examinant moins sévèrement le rôle de ses propres dirigeants.

Aujourd'hui, l'écriture de l'histoire n'est pas un monument immobile. De nouvelles archives, les études universitaires, les collections familiales, les témoignages oraux et la coopération transnationale ont élargi les recherches. Ce processus mérite d'être soutenu. Non parce que toutes les interprétations auraient la même valeur, mais parce qu' **une histoire ouverte du Vietnam doit être plus vaste que l'image que tout gouvernement ou toute communauté en exil se fait d'elle-même**.

Que signifierait cela concrètement ? Un manuel qui décrirait l'exploitation coloniale tout en expliquant comment des enseignants vietnamiens ont adapté le système scolaire colonial à leurs propres besoins. Un musée qui présenterait la résistance à l'intervention américaine tout en prenant au sérieux l'expérience des citoyens ordinaires de Saigon. Une étude de Diệm qui n'excuserait pas l'assassinat d'opposants politiques, mais ne nierait pas non plus le nationalisme de ses partisans. Enfin, une histoire de 1975 dans laquelle libération et perte ne seraient pas des mots incompatibles, mais des expériences différentes au sein d'une même histoire nationale.

8. Saigon sur une montre suisse : ville du monde, symbole et malentendu



L'un des passages les plus charmants des textes fournis évoque une montre suisse sur laquelle figure le nom *Saigon* . Il s'agit de montres à

heures universelles de Patek Philippe, notamment de la rare référence 2523, dont la production commença en 1953. Le mécanisme reposait sur un concept de l'horloger Louis Cottier : son propriétaire pouvait lire, sur un même cadran, l'heure locale et celle d'autres régions du monde. Un anneau extérieur portait les noms de villes servant de repères pour les fuseaux horaires. Les catalogues de vente de Christie's confirment les dates de fabrication et les caractéristiques techniques de plusieurs exemplaires ; des descriptions horlogères historiques attestent que *Saigon* figurait effectivement parmi les noms inscrits sur ces anneaux.[8]

Pour de nombreux Vietnamiens, ce petit mot représente bien davantage qu'un détail technique. Il évoque une ville vivant de la navigation, du commerce international, de la diplomatie, des visiteurs étrangers et d'un mélange de langues. Il offre un sentiment tangible d'appartenance au monde.

Une correction s'impose toutefois. La présence de Saigon sur le cadran ne signifie pas qu'un fabricant suisse aurait officiellement sélectionné les quarante villes les plus importantes ou les plus belles de la planète. Sur les montres à heures universelles, les noms de lieux remplissaient avant tout une fonction pratique : rendre les fuseaux horaires reconnaissables. Le nombre de villes mentionnées variait d'ailleurs selon les versions. Le texte original associe aussi un prix de vente précis et une rareté particulière à un exemplaire ; sans identifier la montre exacte, notamment sa référence, son numéro de boîtier et la vente concernée, ces détails ne peuvent être attribués à tous les modèles.

L'émotion que suscite cette montre se situe ailleurs. Une ville est davantage que son nom politique. Pour ceux qui l'ont connue sous le nom de Saigon, ce nom demeure lié à la jeunesse, aux marchés, aux écoles, aux théâtres et aux souvenirs de famille. Pour d'autres, Hô Chi Minh-Ville est le nom d'un Vietnam réunifié et reconstruit. Ces deux noms racontent des parties différentes de l'histoire d'une même métropole. Un cadran des années 1950 peut ainsi devenir un témoin étonnamment petit, mais puissant, du passé.

9. Le cinéma : comment une invention coloniale est devenue une expérience vietnamienne

L'histoire des cinémas nous ramène à un Saigon antérieur à la République du Vietnam, à une époque où les images animées tenaient encore du prodige. Le 6 octobre 1898, l'hebdomadaire *Nam Kỳ* annonçait un spectacle désigné en vietnamien par l'expression *hát hình máy* . Une publicité pour une projection d'images animées constitue l'un des plus anciens documents connus concernant des séances de cinéma ouvertes au public à Saigon. Des chercheurs vietnamiens ont récemment

attiré de nouveau l'attention sur cette annonce. Une prudence historique s'impose cependant : une séance documentée très tôt n'est pas nécessairement le tout premier moment où des images animées furent montrées quelque part au Vietnam. [9]

L'annonce indiquait différentes sortes de scènes, une heure de début et plusieurs catégories de billets. Ce détail est révélateur. Dès le départ, le cinéma fut à la fois une nouvelle forme d'art et un espace commercial où le public était réparti selon ses moyens financiers. La vie urbaine acquit un nouveau rythme : on se donnait rendez-vous, on achetait ses billets, on regardait avec émerveillement et, le lendemain, on racontait ce qu'on avait vu.

Au cours des premières décennies du XXe siècle apparurent des cinémas permanents et des salles polyvalentes. Des exploitants français, des distributeurs étrangers et des entrepreneurs locaux contribuèrent chacun à cette évolution. Les souvenirs historiques évoquent des noms comme Casino, Eden et Majestic, ainsi que de nombreuses petites salles de quartier. Certains établissements offraient des sièges confortables, des loges particulières et des règles de conduite strictes. D'autres étaient modestes, chauds, bruyants et accessibles aux spectateurs disposant de peu de moyens. Le texte original décrit cette différence avec un grand sens du détail : c'est une histoire de citadins réunis pour regarder des récits se dérouler sur un écran.

Mais, une fois de plus, l'image n'est pas entièrement innocente. Dans l'Indochine coloniale, les images animées furent également utilisées pour glorifier la présence française et renforcer le prestige de l'État colonial. Le cinéma faisait partie d'un marché culturel inégal, initialement dominé par les productions françaises et les intérêts commerciaux. En même temps, les spectateurs vietnamiens intégrèrent le cinéma à leur propre existence. Ils ne regardaient pas tous les films comme les producteurs coloniaux l'auraient souhaité ; ils y apportaient leurs désirs, leur humour et leurs interprétations.

Le développement d'une culture cinématographique proprement vietnamienne fut inégal, mais il ne constitua pas une simple extension passive du projet colonial. Plus tard, la musique populaire, le théâtre, le cải lương, les publications consacrées au cinéma et l'esprit d'entreprise s'épanouirent côte à côte à Saigon. Le cinéma devint un lieu de rencontre entre la culture mondiale et la créativité vietnamienne. Quiconque retrouve aujourd'hui une vieille affiche de film ou la photographie d'une salle disparue ne contemple donc pas seulement la nostalgie. Il voit une trace des façons dont les citoyens ordinaires ont contribué à façonner la ville moderne.

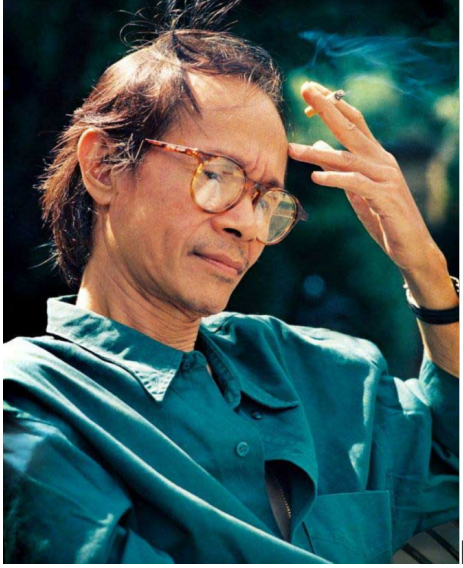
10. Une culture urbaine qui ne représentait pas tout le Sud

Il est important de comprendre pourquoi de tels souvenirs restent si vivaces. Les récits de belles montres, du cinéma Majestic, des cafés français, des spectateurs élégamment vêtus et des établissements secondaires prestigieux proviennent souvent de milieux urbains instruits. Ils sont précieux, mais ils ne représentent pas l'ensemble des habitants du Sud-Vietnam.

Pour de nombreuses familles vivant hors des villes, le quotidien était très différent. La riziculture, les inondations, les rapports de fermage, les travaux saisonniers, les fêtes religieuses et les obligations familiales déterminaient leur existence. À mesure que la guerre s'intensifiait, les déplacements, les bombardements, les évacuations forcées, la présence militaire et la peur occupaient une place grandissante. Un jeune se trouvait dans une salle de cinéma ; un autre cherchait refuge avec sa famille. Un père était fonctionnaire ; un autre devait abandonner sa rizière. Le souvenir d'un raffinement urbain n'acquiert une véritable force historique que s'il peut coexister avec ces expériences.

Cela ne signifie pas que Saigon et Huế n'étaient que des vitrines artificielles de l'influence étrangère. Cela signifie que toute capitale offre un reflet sélectif de son pays. La créativité culturelle des artistes, des enseignants et des entrepreneurs était réelle. La pauvreté, les inégalités, les tensions politiques et les souffrances des civils l'étaient tout autant. L'expression *Sud-Vietnam* ne renvoie pas à un seul mode de vie, mais à un ensemble de mondes profondément différents, reliés par la guerre et la politique.

11. Trịnh Công Sơn et *Diễm xưa*: la puissance d'un souvenir inachevé

Dans la dernière partie des textes fournis, le ton change.

La lutte politique s'efface un instant pour laisser place à l'image d'une jeune femme qui se rend à l'école sous les arbres de Huế. Elle s'appelle Diễm et son souvenir est associé à l'une des chansons d'amour les plus connues de Trịnh Công Sơn. La ville, la pluie, le pont, les arbres et la silhouette qui passe se fondent dans un souvenir devenu plus vaste que la biographie de deux êtres.

Le cœur de cette histoire est bien documenté. Dans une réflexion personnelle publiée en 1997, Trịnh Công Sơn évoqua une jeune femme qui passait régulièrement devant sa maison pour se rendre à l'université, empruntant des allées bordées de camphriers et traversant un pont. Elle devint pour lui indissociable du paysage et du rythme singuliers de Huế. Ce souvenir ne racontait pas une rencontre dramatique, mais la répétition, la distance et l'imagination. Le nom qu'il donna à cet univers était Diễm.[10]

Des récits vietnamiens ultérieurs l'identifient comme Ngô Thị Bích Diễm. Lors d'une rencontre à Huế en mars 2010, elle parla de sa jeunesse, de son ancien quartier et des souvenirs que la chanson faisait renaître. Certains détails romancés du texte fourni — la première rencontre exacte, le soir précis où auraient résonné les premières notes ou l'idée que toute l'œuvre du compositeur n'aurait été possible que grâce à cet unique amour — relèvent de l'interprétation littéraire, et non de faits historiques vérifiables.[11]

Une telle précision n'enlève pourtant rien à la beauté de l'histoire. Elle la rend peut-être même plus grande. Une jeune femme n'avait nul besoin d'être une muse mythique pour émouvoir profondément un artiste. Dans la mémoire d'autrui, une passante peut devenir le symbole d'une ville entière et d'un temps disparu. La personne historique mène sa propre vie ; l'œuvre d'art suit son propre chemin à travers le monde.

Trịnh Công Sơn incarne en outre une réponse importante à la division simpliste entre le Nord et le Sud, les communistes et les anticommunistes. Ses chansons d'amour rencontrèrent un vaste écho, mais ce furent surtout ses chansons contre la guerre qui firent de lui une figure culturelle exceptionnelle. Sa musique pouvait être interdite par les autorités du Sud en guerre et susciter également la méfiance après la réunification. Des chercheurs décrivent comment, malgré les résistances politiques venues de différents horizons, il devint une voix durable de la tristesse, de l'humanisme et de l'aspiration à la paix.[12]

C'est précisément pourquoi *Diễm xưa* a sa place dans un essai historique sur le Sud-Vietnam. La chanson nous rappelle que les êtres humains ne sont pas uniquement des êtres politiques. Ils tombaient amoureux, attendaient le passage de quelqu'un, écrivaient des lettres, écoutaient de la musique, rêvaient d'un avenir différent et ressentaient la douleur du temps qui passe. Celui qui décrit la guerre uniquement à travers les généraux, les gouvernements et les lignes de front perd de vue cette vie humaine.

12. Qu'est-ce qui a changé en 1975 — et qu'est-ce qui a perduré ?

La réunification du Vietnam marqua la fin d'une longue période au cours de laquelle la guerre coloniale, l'intervention étrangère et les divisions politiques avaient déchiré le pays. Pour d'innombrables Vietnamiens, ce fut une victoire pour laquelle des générations avaient consenti d'immenses sacrifices. Ce fait historique mérite d'être reconnu. Mais nous n'en comprendrons pas mieux la portée si nous supposons qu'une victoire a immédiatement effacé toutes les différences sociales.

Après 1975, les institutions de l'État et les structures de l'enseignement furent réunies et réorganisées. Pour certaines personnes, cela apporta de nouvelles possibilités et un sentiment plus fort d'unité nationale. Pour d'autres, cela signifia la perte d'un emploi, des changements de propriété, l'exclusion politique ou le départ à l'étranger. Ceux qui avaient perdu une école, une fonction publique ou leur place dans une communauté en gardèrent souvent le souvenir pendant des décennies. Les expériences des réfugiés vietnamiens ne doivent pas davantage être opposées à celles des personnes restées au pays.

Le Vietnam actuel offre entre-temps davantage de possibilités de recherche historique et culturelle que ne le suggèrent les paroles acerbes des anciennes polémiques. L'étude scientifique de l'enseignement dans l'ancienne République du Vietnam en fournit un exemple concret. Dans la culture vietnamienne

contemporaine, il existe aussi un espace pour réapprécier la musique de Trịnh Công Sơn, les anciennes photographies de Saigon et le patrimoine architectural colonial et postcolonial. Cela ne signifie pas que tous les débats soient libres ni que toutes les controverses historiques soient résolues. Cela montre néanmoins que la mémoire nationale peut évoluer et que l'histoire politique et le patrimoine culturel ne sont pas condamnés à coïncider pour toujours.

Nous revenons ainsi aux principes éducatifs d'humanisme, d'identité nationale et d'ouverture. Peut-être méritent-ils précisément d'être rediscutés dans un autre cadre historique parce qu'ils furent formulés par des personnes vivant dans un État aujourd'hui disparu. Une idée précieuse n'a pas à disparaître avec un régime. Inversement, une idée historiquement importante ne doit pas être glorifiée au seul motif que l'on contemple avec nostalgie le monde où elle est née.

13. Six mémoires, une seule responsabilité

Les six textes originaux montrent combien la mémoire d'une société peut être diverse. L'admiration pour les enseignants constitue un plaidoyer pour la dignité de l'éducation. Le réquisitoire contre les historiens rappelle la nécessité d'une vérification critique des sources, tout en mettant en garde contre les dommages que peuvent causer des accusations infondées. Le récit de Bảo Đại et de Diệm montre une époque où l'indépendance nationale, la légitimité politique et le pouvoir autoritaire étaient douloureusement entremêlés. La montre à heures universelles témoigne de la place de Saigon dans les réseaux internationaux. Les cinémas révèlent comment une technologie coloniale est entrée dans la vie urbaine locale. Et *Diễm xưa* nous apprend qu'une chanson peut parfois préserver davantage de vérité humaine qu'un monument politique triomphal.

Une même discipline historique s'applique à tous ces sujets. Un souvenir n'est pas dépourvu de valeur parce qu'il est subjectif. Au contraire, les souvenirs sont des sources indispensables pour saisir les émotions, les significations et les expériences que les dossiers officiels ne restituent que rarement dans leur totalité. Mais un souvenir n'est pas non plus automatiquement une description exacte des événements. Il doit être comparé à d'autres voix, à des documents, des photographies, des journaux, des témoignages oraux et des travaux scientifiques. Ce n'est pas se méfier des témoins. C'est respecter la complexité de leur vie.

Le mot *réconciliation* exige lui aussi de la précision. La réconciliation ne signifie pas oublier la domination coloniale, les crimes de guerre, la répression politique ou la responsabilité des puissances étrangères. Elle ne signifie pas non plus présenter tous les projets politiques comme équivalents ou innocents. Elle commence par la volonté

de reconnaître que les personnes engagées dans une même histoire ont espéré, agi, souffert et gardé leurs souvenirs de façons différentes. Cela n'est possible que si personne ne s'arroge le droit exclusif de parler au nom de tous les Vietnamiens.

Un élève qui demeure reconnaissant envers son ancien professeur n'a donc pas à défendre automatiquement la présidence de Ngô Đình Diệm. Quelqu'un qui est fier de l'indépendance et de la réunification du Vietnam n'a pas à nier que d'importantes institutions scolaires, des livres, des chansons et des formes de culture sont nés dans le Sud. Et un amateur de musique ému par Trịnh Công Sơn n'a pas à déclarer d'abord à quel camp politique il appartient. La dignité humaine ne se laisse pas répartir proprement en deux colonnes idéologiques.

Conclusion — L'histoire appartient aux vivants et aux morts

Imaginez une salle de classe à Saigon, un cinéma bondé à Chợ Lớn, une jeune femme qui marche vers l'école sous les arbres de Huế et un horloger à Genève qui inscrit le nom de Saigon sur un anneau métallique. Aucune de ces images ne raconte à elle seule l'histoire du Sud-Vietnam. Ensemble, elles montrent pourtant combien une société dépasse ses gouvernements.

Il n'est donc pas nécessaire de glorifier ou de condamner le passé du Sud-Vietnam comme un bloc indivisible. Il mérite la recherche, la reconnaissance, la critique et l'attention humaine. L'histoire politique de 1954 à 1975 fut celle de revendications concurrentes à l'indépendance, d'ingérences internationales, de violences et de sacrifices exceptionnels. Mais elle fut aussi celle d'enseignants faisant classe, de parents élevant leurs enfants, d'étudiants posant des questions, d'artistes recherchant la beauté et de citoyens tentant de poursuivre une vie ordinaire malgré la guerre.

Le point de départ le plus fécond est peut-être aussi le plus simple : **aucune vie vietnamienne ne devrait être jugée uniquement d'après le camp qui détenait le pouvoir à un moment donné.** Quiconque souhaite véritablement comprendre le passé doit écouter les victimes de la domination coloniale, les combattants pour l'indépendance, les habitants de l'ancien Sud, les réfugiés, ceux qui sont restés, les enseignants, les ouvriers, les paysans et les artistes. Non pour effacer les différences historiques, mais pour prendre la mesure du coût humain de ce XXe siècle.

L'histoire peut alors devenir davantage qu'une lutte pour avoir le dernier mot. Elle peut être une rencontre entre la mémoire et la preuve, entre la fierté nationale et l'autocritique, entre le chagrin et la dignité. Et peut-être est-ce précisément ce que les meilleures traditions culturelles vietnamiennes, des deux côtés de l'ancienne

ligne de partage, ont toujours demandé : non pas le monopole de la vérité, mais le courage de continuer à la chercher ensemble.

Sources et note éditoriale

Cet essai est une adaptation historique de six textes vietnamiens fournis. Il ne s'agit pas d'une traduction littérale et il ne reprend pas automatiquement les opinions politiques des auteurs originaux. Lorsque les textes sources contiennent un souvenir personnel, une affirmation non étayée ou une qualification polémique, cela est précisé dans l'analyse.

1. Nations unies, Accords de Genève, 20-21 juillet 1954; voir aussi la déclaration finale dans les archives diplomatiques américaines.
2. Diplomatic History, étude sur la réinstallation des réfugiés, 1954-1956.
3. Département d'État américain, rapport diplomatique sur le référendum Diệm–Bảo Đại de 1955.
4. Département d'État américain, évaluation de la loi martiale et de la crise bouddhiste, août 1963.
5. National Security Archive, documents sur le coup d'État de novembre 1963.
6. Phạm Ngọc Bảo Liêm, étude sur la philosophie éducative de la République du Vietnam (Université de Huế, 2022).
7. Nguyễn Kim Dung, recherche doctorale sur l'enseignement dans le Sud-Vietnam (Université nationale du Vietnam, Hanoi).
8. Christie's, catalogue de vente d'une Patek Philippe réf. 2523 de 1953; présentation historique du modèle; description de l'anneau des villes, dont Saigon.
9. Tuổi Trẻ, recherche historique sur les premiers spectateurs du cinéma à Saigon et la publicité de 1898.
10. Trịnh Công Sơn, *Diễm của những ngày xưa*, souvenir personnel de 1997.
11. VOV, reportage sur la rencontre avec Diễm à Huế en 2010.
12. John C. Schafer, étude sur Trịnh Công Sơn, *Journal of Asian Studies* (2007).

https://youtu.be/UACKGbKfi60